

FAITS DIVERS

faits-dj.union@sonapresse.com

Deux morts, des blessés et des suspects arrêtés

Abel EYEGHE EKORE
Libreville/Gabon

LES supposés nombreux cas d'enlèvements d'enfants à des fins fétichistes, fortement relayés sur les réseaux sociaux, dont le dessein est, selon le gouvernement, de "semer le doute, la peur et de justifier une justice populaire en s'attaquant à des innocents", a déjà fait plusieurs victimes, dont deux morts. Il s'agit de: Stanislas Mba Ngoua, qui a eu le malheur d'être, vendredi, "au mauvais endroit et au mauvais moment". Le deuxième mort, Gervais Patrick Obame Eyeghe, fonctionnaire de la Direction générale de la concurrence et de la consommation (DGCC), qui allait chercher ses enfants à l'école, a été lynché le même jour par une foule surexcitée, qui a ensuite détruit son véhicule. Conduit au Centre hospitalier universitaire de Libreville (CHUL), il a succombé à ses graves blessures samedi matin. Au moment où l'on mettait sous presse hier, dix-sept suspects étaient déjà en garde à vue pour les nécessités d'enquête. Il s'agit entre autres de, Augustin Ondo Essono alias «Stanley», à la Brigade anti-criminalité (Bac). Toutes les autres

personnes suspectées d'avoir un lien avec cette histoire sont activement recherchées. Une source proche du dossier fait savoir que les Officiers de police judiciaire (OPJ) sont actuellement en train de décortiquer les vidéos relatant les faits incriminés, afin d'identifier les éventuels responsables d'atrocités. C'est d'ailleurs grâce à cette technique que plus d'une dizaine, sont déjà dans l'œil du cyclone, nous a confié la source. Depuis samedi, le calme règne à Libreville et ses environs. Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, Lambert Noël Matha, a néanmoins annoncé que le gouvernement mettra en place ce lundi un dispositif conséquent des forces de l'ordre, notamment devant les écoles. Tout est parti de l'enlèvement, il y a environ deux semaines, d'un garçon âgé de 3 ans, Anderson Rinaldi Abagha Ngoua, au village Abé Eba, à Bitam. Des messages des plus alarmistes sur une supposée vague de disparitions d'enfants à des fins fétichistes ont ensuite inondé les réseaux sociaux et ont été repris par certains médias en ligne. Devant la psychose engendrée par ces nouvelles alarmantes, le gouvernement s'est cru dans l'obli-

gation de relever que, jusqu'à ce jour, aucune plainte n'a été enregistrée, ni dans les unités de police judiciaire, ni au parquet de Libreville, de la part d'une quelconque famille annonçant la disparition d'un enfant. Aussi, a-t-il lancé un appel solennel à l'ensemble de la population et invité toutes les personnes ayant été victimes et témoins de tels actes, à se rapprocher des différents services de police et de gendarmerie ou

du parquet de Libreville, tous les jours aux heures ouvrables, afin que des enquêtes soient diligentées pour retrouver les éventuels auteurs des faits dénoncés.

Pour le gouvernement, la situation n'aurait pas dégenéré s'il n'y avait pas eu les réseaux sociaux. Aussi, se fait-il fort de rappeler que les auteurs des fausses informations sont passibles d'une peine de prison de cinq ans et d'une amende de 3 millions de francs.



Photo: DR
Augustin Ondo Essono, l'un des suspects des faits d'agression à Libreville.



REPUBLICQUE GABONAISE
MINISTRE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE, DU TRAVAIL ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE, CHARGE DE DIALOGUE SOCIAL



GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE
DEVELOPPEMENT
DIRECTION GENERALE DE L'AFRIQUE CENTRALE

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (SERVICES DE CONSULTANTS)

PROJET RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR L'EMPLOYABILITE DES JEUNES ET L'AMELIORATION DE LA PROTECTION SOCIALE (RCEJPS)

DATE DE PUBLICATION :	27 JANVIER 2020
ACTIVITE :	ASSISTANCE TECHNIQUE, METIERS DES SECTEURS PORTEURS
SECTEUR :	SOCIAL
SOURCE DE FINANCEMENT :	BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT
PRET N° :	2000200000651
N° D'IDENTIFICATION DU PROJET :	P-GA-IAE-002
IAS N° :	AMI-05/RCEJPS-20

Le Gouvernement Gabonais a reçu de la Banque Africaine de Développement un prêt en vue du financement du Projet de RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR L'EMPLOYABILITE DES JEUNES ET L'AMELIORATION DE LA PROTECTION SOCIALE (RCEJPS), et se propose d'utiliser une partie de fonds accordés au titre de ce prêt pour financer le contrat de services de consultants relatif aux études sur les besoins en compétences professionnelles et métiers des secteurs porteurs.

Leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes à la Politique d'acquisition d'Octobre 2015 de la Banque Africaine de Développement, qui est disponible sur le site web de la Banque à l'adresse: <http://www.afdb.org>.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires aux heures d'ouverture de bureaux (8h-16h) et à l'adresse mentionnée ci-dessous :

Direction Générale de la Formation Professionnelle
Cellule d'Exécution du Projet RCEJPS
B.P 39 19 Libreville, Gabon
Tel : (00 241) 011 72 53 39 - 077 41 58 15
Courriel : cep.rcejps@gmail.com
224 Rue Jean Baptiste NDENDE, 3ème étage de
l'immeuble La Parisienne.

Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le **17 février 2020 à 10h00** et porter expressément la mention « AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT EN VUE DES ETUDES SUR LES BESOINS EN COMPETENCES PROFESSIONNELLES ET METIERS DES SECTEURS PORTEURS ».

À l'attention : M. François BOUKANGOU, Chef de Projet.
B.P 39 19 Libreville, Gabon
Tel: (00 241) 011 72 53 39
Courriel : cep.rcejps@gmail.com

Le Chef de Projet



François BOUKANGOU

Les services prévus au titre de ce contrat comprennent :

- le diagnostic des huit (8) filières identifiées (i) Habitat & BTP ; (ii) Forêt-Bois ; (iii) Agriculture ; (iv) Pêche ; (v) Mines ; (vi) Hydrocarbures ; (vii) Numérique et (viii) Tourisme.
- la définition pour chaque filière identifiée dans le Plan de Relance de l'Economie 2017-2019, des compétences et des métiers porteurs ;
- l'identification des structures de formation existantes et l'examen de la pertinence des programmes de formation ;
- la planification et l'organisation de l'élaboration des curricula ;
- la proposition d'un plan global des formations des personnels de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (ETFP) ;
- l'identification des structures de formation des personnels de l'ETFP.

La durée de l'étude sera de quatre (4) mois, celle-ci devrait comporter les phases qui suivent :

- la planification des tâches, l'analyse documentaire des huit filières, la définition des instruments d'enquête et plan d'échantillonnage, l'identification des besoins de formation des personnels de l'ETFP ;
- l'élaboration de cahier de charge des formations des personnels de l'ETFP ;
- l'élaboration des référentiels de formation et de certification de chaque filière identifiée ;
- l'organisation d'un atelier de validation de l'étude.

La Cellule d'Exécution du Projet RCEJPS invite les Consultants à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire, **en trois exemplaires**, les informations sur